

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	598
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....	598
TROISIEME BUREAU .....	598
ARRETE PREFECTORAL N° 06.BMSSE.11 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR PHILIPPE GAZAGNES, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL CHARGE DE MISSION POUR LA COHÉSION SOCIALE .....	598
ARRETE PORTANT CONSTITUTION DU POLE DE COMPETENCE INGENIERIE PUBLIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	598
ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE CHAMPEY SUR MOSELLE .....	599

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

## TROISIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL N° 06.BMSSE.11 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE  
À MONSIEUR PHILIPPE GAZAGNES, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL  
CHARGE DE MISSION POUR LA COHÉSION SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
 VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
 VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
 VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;  
 VU le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;  
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
 VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe GAZAGNES, administrateur civil, en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture ;  
 VU l'arrêté préfectoral N° 06.BMSSE.02 du 30 janvier 2006 accordant délégation à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous préfet de l'arrondissement de Toul ;  
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.02 du 30 janvier 2006, est modifié selon les dispositions suivantes :

Dans le cadre des missions qui lui ont été confiées à l'article premier de l'arrêté n° 06.BMSSE.02 du 30 janvier 2006, délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe GAZAGNES à l'effet de signer tous actes, arrêtés, correspondances et documents administratifs.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs, notifié à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul, et dont une copie sera adressée à Monsieur le Directeur de cabinet ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

NANCY, le 5 mai 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PORTANT CONSTITUTION DU POLE DE COMPETENCE INGENIERIE PUBLIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République,  
 VU la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation, pour l'aménagement et le développement du territoire, modifiée par la loi n° 99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et notamment son article 29,  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et départements,  
 CONSIDERANT la nécessité d'assurer une coordination efficace entre les services de l'État en matière d'ingénierie publique, en application notamment de la Directive Nationale d'Orientation de février 2005,  
 SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il est créé dans le département de Meurthe-et-Moselle, un pôle de compétence ingénierie publique, composé des différentes unités intervenant en ingénierie publique en Meurthe-et-Moselle, au sein des Services suivants :

- la Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,
- la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

- le Centre d'Études Techniques de l'Équipement de l'Est,
- le Service de la Navigation du Nord-Est.

**ARTICLE 2** : Le pôle de compétence ingénierie publique est chargé :

- de proposer la stratégie locale interministérielle pour l'ingénierie publique, d'en assurer la mise en œuvre et le suivi,
  - de proposer l'organisation du guichet unique de l'ingénierie publique et d'assurer la mise en œuvre des actions qui en découlent ainsi que leur suivi.
- L'organisation de ce guichet unique se traduit par une convention entre les services concernés et un plan d'actions,
- d'élaborer un bilan annuel d'activité.

Son animation et son fonctionnement sont assurés par un chef de pôle, un comité stratégique et un comité opérationnel.

**ARTICLE 3** : Le chef du pôle de compétence ingénierie publique est le chef du service chargé de l'ingénierie publique de la Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle.

Il est suppléé, en cas d'absence, par le chef du service chargé de l'ingénierie publique de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 4** : Le comité stratégique est présidé par le Préfet, suppléé, en cas d'absence, par le Secrétaire Général de la préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier par le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle.

Le comité stratégique est composé du Préfet, des quatre Directeurs des Services, cités à l'article 1<sup>er</sup>, ou de leur représentant, d'un représentant du Préfet, du chef de pôle et de son suppléant.

Le comité stratégique propose les orientations stratégiques et l'organisation à mettre en place et assure le suivi.

Le comité stratégique se réunit une fois l'an et autant que de besoin.

**ARTICLE 5** : Le comité opérationnel est composé des cadres pilotant l'ingénierie publique dans chacun des Services cités à l'article 1<sup>er</sup>. Il est animé par le chef de pôle.

Des cadres et techniciens des Services, parties prenantes dans l'ingénierie publique, cités à l'article 1<sup>er</sup>, y sont associés.

Des groupes de travail temporaires peuvent également être mis en place, pour des points particuliers.

L'unité de la Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, chargée de l'ingénierie publique, assure le secrétariat du comité opérationnel.

Le comité opérationnel est chargé de :

- faire des propositions au comité stratégique,
- la mise en œuvre et de son suivi des orientations stratégiques et de l'organisation, notamment du guichet unique.

Le comité opérationnel se réunit trois fois l'an et autant que de besoin.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est en charge de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur du Centre d'Études Techniques de l'Équipement de l'Est et Monsieur le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 12 avril 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

*Le plan d'actions annexé au présent arrêté est consultable en préfecture à la DDDPI/3.*

## ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE CHAMPEY SUR MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

### ARRETE

**ARTICLE 1** - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de CHAMPEY SUR MOSELLE, à partir du 27 avril 2006.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 2** - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

**ARTICLE 3** - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

**ARTICLE 5** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme le Maire de CHAMPEY SUR MOSELLE ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 24 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

